

123 chercheurs proposent leur aide au politique: «L'humain doit être une priorité du déconfinement»

plus.lesoir.be/295274/article/2020-04-17/123-chercheurs-proposent-leur-aide-au-politique-lhumain-doit-etre-une-priorite

17 avril
2020

Par Véronique Lamquin

Cheffe Bruxelles Le 17/04/2020 à 19:00

Cent vingt-trois chercheurs en sciences sociales et humaines font offre de service académique au monde politique. Et espèrent susciter un large débat sociétal.



Les chercheurs ont décidé de démontrer, contributions à l'appui, comment ils pourraient nourrir les nombreuses task force corona. - AFP.

Cent vingt-trois chercheurs et chercheuses, issus des deux Communautés, représentant onze universités et institutions d'enseignement supérieur, ont fait ce vendredi soir offre de service académique aux décideurs politiques. Le but de leur démarche ? Donner une place à l'humain dans toutes les réflexions sur le déconfinement et la société de demain. Cette démarche peu banale leur a été inspirée la semaine dernière, lorsque la composition du groupe en charge de la stratégie d'exit (GEES) a été annoncée par Sophie Wilmès. Des profils sanitaires ou économiques, pas de place pour nous, se sont étonnés celles et ceux qui ont fait des sciences sociales et humaines leur champ de recherche.

Lire aussi Et l'humain dans tout ça? Le groupe déconfinement critiqué

Au lieu de ruminer leur déception, ils ont décidé de démontrer, contributions à l'appui, comment ils pourraient nourrir les nombreuses task force corona. Appel a été lancé via Carta Academica, qui fédère des académiques engagés. « En une semaine, nous avons reçu une cinquantaine de textes », se réjouit Olivier Servais, coordinateur de l'initiative. Deux cents pages, au total, mises en ligne et surtout transmises au gouvernement fédéral et aux présidents de parti. « Ce n'est évidemment pas exhaustif, ce ne sont pas des solutions clé sur porte », insiste celui qui est aussi doyen de la faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication de l'UCLouvain. « Nous sommes conscients que tous les experts des domaines évoqués ne sont pas là. Mais nous voulions créer une dynamique, lancer le mouvement. »

Sa conviction que des sociologues, juristes, économistes, philosophes pourraient enrichir les débats, Olivier Servais la puise dans son expérience d'anthropologue. « J'ai notamment travaillé sur le rapport entre l'humain et l'environnement, et sur la gestion de catastrophes au Guatemala et aux Philippines. Je connais donc un peu le sujet. Il faut évidemment un regard médical et économique sur cette crise. Mais il y a une dimension plus complexe. Pour laquelle nous offrons notre expertise, notre capacité d'analyse. » « On ne peut pas gérer une société avec des modèles mathématiques, pourtant, j'en fais », embraille Yves Moreau, ingénieur à la KULeuven. « La qualité des données est catastrophique et il y a de nombreux éléments qu'on ne connaît pas sur ce virus, comme le niveau d'immunité ou la proportion de malades, ce qui empêche des prises de décision techniques. »

« Construire un savoir citoyen, critique »

Surtout, plaident les deux coordinateurs, on parle d'un choc qui impacte toute la société. « Les pays européens, qui n'étaient pas préparés à cette calamité annoncée, ont été contraints à une intervention d'urgence, d'une ampleur inédite depuis la Seconde Guerre mondiale : le confinement de leur population pour une période à ce jour indéterminée. » Une décision, rappellent une dizaine d'académiques en préambule, qui résulte d'un choix, certes soumis à des contraintes. « La principale d'entre elles : l'état d'esprit dominant, mélange de pessimisme quant à l'avenir, d'angoisse d'un possible cataclysme et, paradoxalement, l'impossibilité d'accepter la mort. » Cette décision prise, plaident-ils, il convient d'en mesurer les conséquences sur celles et ceux qui la vivent, sur le plan psychologique, éthique, politique, social... « Et si, jusqu'ici, la gestion de la crise a été déterminée par les impératifs de santé publique, puis par les considérations économiques, pour le déconfinement et la période qui suivra, il faudra tenir compte de tous les pans de la société. »

Lire aussi La Belgique encore confinée deux semaines, et après?

Pour amorcer ce « déconfinement sociétal », une cinquantaine de contributions posent balises et questions sur la place publique. Celle-là même où, plaident Olivier Servais et Yves Moreau, et avec eux d'autres académiques, le débat devrait s'ouvrir. « Ce que nous

essayons de faire, c'est créer un partenariat entre le monde politique, les académiques et les médias, partager l'information et construire un savoir citoyen, critique. » Pour penser la société autrement. Car, en filigrane ou en toutes lettres de plusieurs textes, s'inscrivent la quête du sens dans notre société, le rapport entre les gens, la remise en question de l'organisation *top-down* de notre société, au détriment de l'initiative citoyenne. La nécessité d'en sortir par l'intelligence collective, aussi. Et c'est tout le pays qui doit se réinventer, avec les citoyens en bonne place. Un grand débat de société... Comme on peine souvent à en organiser en Belgique ? « Exact, c'est une de nos grosses difficultés, à cause du millefeuille institutionnel », reconnaît Olivier Servais. « Pourtant, il faut y arriver. Il faut réfléchir collectivement. Alors que la méfiance s'installe de plus en plus. Il faut se souvenir que la démocratie, c'est un jeu collaboratif ; or, chez nous, c'est devenu un jeu concurrentiel entre des partis qui se disputent des parts de marché. »

« Réfléchir à l'après sans attendre »

Restaurer la confiance, une priorité pour les prochaines semaines, recommandent plusieurs auteurs, qui pointent quelques points de rupture survenus pendant cette crise. Comme ces outils de surveillance, qui suscitent une levée de boucliers. « Ou la manière hallucinante avec laquelle on a géré les funérailles », souligne Olivier Servais. « Cela a créé, pour celles et ceux qui y ont été confrontés, une rancœur contre le système pour de longues années. Et puis il y a cette jeunesse, stigmatisée avec les lockdown parties, à qui on demande d'être solidaire avec ces baby boomers qu'ils estiment responsables de l'état de la planète et de la société... » Sans parler de la voie répressive, qu'il ne faudrait pas pousser plus loin, plaident des chercheurs.

Lire aussi [Faire son deuil en confinement: «En nous enlevant les rites, on rend ces morts inhumaines»](#)

Ou encore cette violence intrafamiliale en milieu interminablement confiné, qui nécessitera un soutien accru à toutes les structures d'aide. Ces questionnements pour l'école, l'université, le monde du travail. Ces inquiétudes pour la santé mentale. « Jusqu'à un tiers de la population pourrait présenter des séquelles pathologiques durables. Les études portant sur d'autres épidémies mettent en évidence des troubles de stress post-traumatique, des burn-out, des dépressions, des cas d'anxiété... », écrit le KLEP, groupe de recherche de la VUB. « Or, le Covid-19 nous impose un défi psychologique supplémentaire : nos sociétés occidentales, relativement épargnées ces derniers temps, sont confrontées à des statistiques de mortalité fortement médiatisées. Et ce, alors que le processus de deuil habituel n'est pas possible. » L'humain, toujours lui, « qui doit être au centre des réflexions », martèlent Olivier Servais et Yves Moreau. Qui suggèrent une dizaine de recommandations pour le court terme (lire par ailleurs).

Et puis, il y a ces questions plus fondamentales, sur les politiques d'égalité de genres, de migration, de logement, sur les maisons de repos ou les prisons de demain... Des réflexions pour l'après-déconfinement. « Mais il faut les initier maintenant aussi, celles-là », insiste l'ingénieur de la KUL. « Je comprends que beaucoup de gens travaillent

comme des fous sur les urgences, alors, il faut confier ces sujets à d'autres. Mais on ne peut pas dire : on va vite relancer ce qu'on peut, et le reste on y réfléchira dans six mois ! L'objectif ne doit pas être de se relever le plus vite possible pour retourner à la situation normale. On a tous expérimenté cette période de manière traumatique, on vit des choses très dures. C'est aussi le moment, maintenant, de se poser la question de ce qui ne va pas dans notre vie, notre société ! Il faut un nouveau contrat social. »

Les coordinateurs de l'initiative ont retenu dix recommandations.

« Un gel des loyers, pendant toute la durée de la crise, pour le logement public. Pour le secteur privé, l'étalement des paiements sur plusieurs mois.

Le développement des aides aux acteurs et victimes à finalité publique : associatif, culture, médias, etc.

Annulation de tous les examens, tous les élèves passent automatiquement à l'année supérieure.

Limitation de l'approche répressive : la peur de la contagion et la limitation des libertés suscitent suffisamment d'angoisse et de frustration.

Régularisation des sans-papiers et accès au marché du travail en lien avec la main-d'œuvre urgente, notamment dans l'agriculture locale et durable.

Organisation humaine de la possibilité de rendre hommage à ses défunts pour chaque citoyen, en associant les acteurs de terrain.

Réorganisation des maisons de repos en petites unités de 6 à 15 résidents soignés par une équipe multidisciplinaire de 6 à 8 soignants.

Représentation des femmes et des métiers de première ligne dans les organes de décision (comité d'experts), notamment pour le déconfinement.

Mise sur pied, comme partie intégrante du processus de sortie du confinement, d'un débat public.

Communication sur la sortie du confinement qui ne marquera pas le retour à un état antérieur, mais le début d'un processus complexe d'adaptation à long terme. »

Pas de réouverture des écoles avant le 30 juin... Maintenir des examens certificatifs dans le supérieur serait une injustice grave... Le moins que l'on puisse écrire c'est que, dans le chapitre « enseignement » de leur rapport, les experts n'ont pas fait dans la dentelle.

La fermeture des écoles maternelles, primaires et secondaires se résume-t-elle à des garderies pour les uns, du suivi à distance pour les enseignants et des élèves confinés chez eux ? Quatorze membres du Groupe interdisciplinaire de recherche sur la socialisation, l'éducation et la formation (Girsef – UCLouvain) ont partagé leurs expertises pour identifier les problèmes. Ils pointent, à l'instar de plusieurs enquêtes, combien « le confinement alimentera non seulement les inégalités d'apprentissage, mais aussi les risques de décrochage scolaire. L'évaluation de fin d'année ne fera que les accentuer et aura un impact sur la scolarité des élèves ». Par-delà les questions d'apprentissage, c'est la socialisation qui risque d'être affectée : « La crainte d'être infecté par le virus crée un climat de suspicion généralisé qui génère des transformations dans nos rapports aux autres. »

Lire aussi Les étudiants nagent dans l'incertitude

2

Difficile retour

Après le confinement, les petits et les ados pourront-ils retrouver les bancs de l'école comme si de rien n'était ? Pas question, estiment ces chercheurs, de penser à reprendre les apprentissages là où on les a laissés le 13 mars. L'école devra, avant tout chose, « accompagner les élèves afin de leur donner des clefs de lecture de la situation, de la nécessité d'adopter un comportement civique de respect des mesures de confinement et de distanciation sociale, des causes, des conséquences et de la gestion politique de la propagation du virus dans un monde globalisé ». Sans compter qu'il conviendra impérativement de soutenir les équipes éducatives qui seront « amenées à accompagner les élèves, notamment sur les fronts des apprentissages et de la gestion des émotions. Or, elles ne sont pas formées pour cela ». Le tout devra prendre en compte un autre problème, l'incompréhension que provoquerait une réouverture trop rapide : « Il est ainsi hautement probable qu'une part importante des parents (...) refuse de renvoyer leurs enfants à l'école. »

3

Fermées jusqu'au 30 juin

Il est temps, assurent les auteurs, que les autorités fédérales prennent des mesures qui permettent d'avoir une vision claire sur la fin de l'année scolaire. Ils estiment qu'il faudra des semaines, voire des mois, pour mettre en place des « dispositifs pédagogiques et d'accompagnement, à destination tant des élèves que des équipes éducatives ». Pour cette raison, ils font des recommandations fortes. Un, « les écoles doivent rester fermées jusqu'au 30 juin », avec bien entendu une garderie sélective qui pourrait d'ailleurs se prolonger l'été. Deux, « tous les examens doivent être annulés et tous les élèves doivent passer automatiquement à l'année supérieure ». Trois, pour les élèves en année de diplomation, « il y a lieu de reporter les examens à une période ultérieure », en lien avec

la normalisation de la situation sanitaire. Quatre, ils préconisent de ne permettre le retour à l'école « que des personnes qui auront été testées au Covid-19, et ne présentant pas de risque d'être contaminées ou de contaminer ». Cinq, il faudra adapter rythme et programme : « Face à l'incertitude sur l'évolution de l'épidémie et au risque de seconde vague, il s'agirait dans tous les cas d'être ouverts à une modification des rythmes et du calendrier scolaire. » Dans la même veine, les chercheurs estiment que « c'est une occasion unique de conduire les élèves à construire une réflexion citoyenne sur l'organisation sociétale dans un monde globalisé ».

4

Haro sur les universités ?

Posons un préambule : les réflexions qui suivent sont signées par trois enseignants et chercheurs, proches, très proches du milieu universitaire. Pas suspects donc de jouer les donneurs de leçons sans rien y toucher. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils ne sont pas tendres avec le secteur. Morceaux choisis.

« Les universités belges ont décidé de répondre dans l'urgence à la situation de crise sanitaire en imposant le basculement vers l'enseignement à distance. Le but de cette opération était d'assurer la "continuité pédagogique" en dehors des infrastructures universitaires. » Cette décision est « contestable parce qu'elle réduit l'enseignement universitaire à une transmission de purs contenus et est déconnectée de toute situation socio-historique ». Elle a été prise « sans concertation avec les enseignants et les étudiants concernés, et sans enquête institutionnelle préalable visant à s'assurer que tous étaient en mesure de suivre ». Car c'est bien là que le bât blesse. D'abord, parce que les professeurs ont « le sentiment d'avoir vite perdu une part importante des étudiants, en particulier ceux de BAC1 ». Ensuite, parce qu'ils sont « nombreux à constater l'inadéquation entre les dispositifs adoptés dans l'urgence et la matière enseignée ». Enfin, parce que « beaucoup sont démotivés et peinent à s'organiser », alors même que la solution retenue (en lien avec le contexte familial et l'accès aux nouvelles technologies) « renforce les inégalités économiques et sociales ».

C'est tout ? Non, le meilleur est pour la fin : « La prétendue continuité pédagogique marque plutôt une rupture. Les enseignants ont mis en place des solutions de fortune dont ils ne peuvent mesurer l'efficacité. Celles-ci sont coûteuses en énergie, tant pour les enseignants que pour les étudiants, dans une situation où beaucoup ont moins (et pour certains n'ont plus) de temps et de disponibilité intellectuelle. » Ce qu'un doyen de faculté nous résumait comme ceci : « Les étudiants pleurent et les professeurs sont à genoux, mais pour les autorités académiques, officiellement, tout va bien... »

Lire aussi [Les universités devraient rester fermées](#)

5

Un quadri qui n'a pas eu lieu

Pour les chercheurs, le deuxième quadrimestre de l'année académique n'a tout simplement pas eu lieu ! Parce qu'il s'est poursuivi « dans des bricolages pédagogiques », parce qu'il « n'a pas été accessible à tous », parce que les « universités ne se sont pas donné le temps de prendre la mesure de l'événement, de réfléchir à son sens et à sa mise en cause radicale de nos façons de vivre et de travailler ». Ils assèment : « Faire l'impasse sur cette dimension critique et réflexive est un abandon d'une des missions fondamentales de l'université et de son enseignement. »

6

Organiser la fin de l'année académique

Dans ce contexte, ils estiment qu'en aucun cas, « les étudiants ne doivent être pénalisés dans la poursuite de leur parcours », que maintenir des « sessions d'examens à visée certificative aboutirait à un déni des lacunes dans la formation et à une injustice grave ». En lieu et place, ils proposent l'organisation d'évaluations formatives (travaux pratiques, essais sur des questions d'actualité, jurys collectifs...). « À défaut, la seule chose que des évaluations permettraient de certifier, c'est l'accroissement des inégalités causé par le confinement. »

Le tout, écrit noir sur blanc dans un rapport rassemblant 123 contributions d'universitaires.

Quarante ans de recherche en sciences sociales avaient balisé une pratique soutenable du télétravail », rapportent François Lambotte et Laurent Taskin (UCLouvain) dans leur contribution à la réflexion sur le déconfinement. Concrètement ? « Une fréquence limitée à un voire deux jours par semaine est considérée comme idéale. Elle confère un sentiment de productivité, d'efficacité, d'autonomie, de conciliation entre les sphères privée et professionnelle, tout en limitant les effets négatifs, comme l'isolement social. » Ici, pour nombre de travailleurs, on est à 100 %, « une option jamais envisagée par la recherche scientifique ».

« Ce sont sans doute les chanceux du monde du travail, par rapport à ceux qui continuent à aller dans leur entreprise, ou qui chôment », souligne François Lambotte. Reste que, selon les premiers résultats d'une étude menée en ligne auprès de 500 personnes, le télétravail corona est loin d'être simple à gérer, en particulier pour ceux qui ont des enfants. « Cela pose plein d'autres questions », explique le chercheur. « D'abord, le lien avec l'équipe s'estompe ; si le manager n'est pas habitué à ça, cela va nuire à la cohésion sociale. » Autre difficulté : la reconnaissance, « davantage de ma personne en tant qu'être humain, de mon travail (l'effort, la manière, les conditions), que du résultat », soulignent les deux académiques. Les télétravailleurs expriment aussi un sentiment d'inéquité dans la distribution du travail, de défiance, de conflits. « Ainsi, bien sûr, qu'une inquiétude pour l'avenir, logiquement encore plus présente chez les personnes en chômage. »

« Prévoir un temps de parole »

Quid du retour ? Les experts de l'UCLouvain recommandent qu'il soit progressif, par shift, pour recréer du lien social, et accompagné de mesures sanitaires visibles, notamment par du nettoyage. « Surtout », insiste François Lambotte, « il est très important de prévoir un temps de parole. Il faut que chacun puisse exprimer ce qui a fonctionné et ce qui ne s'est pas bien passé. Il faut que cela sorte, librement, sinon les conflits latents vont exploser. Et il faut instaurer un dialogue, c'est essentiel. Tout cela est très bien documenté par une série d'études sur ce type de situations. » Dans leurs recommandations, les chercheurs plaident aussi pour qu'un temps soit consacré à la résolution des problèmes techniques vécus pendant le confinement – une majorité de personnes en télétravail s'en plaignent. Et pour que l'entreprise communique sur sa situation.

« N'oublions par ailleurs pas que les télétravailleurs pourraient être la variable d'ajustement, ce sont sans doute ceux qui resteront confinés le plus longtemps. Il ne faut pas négliger l'effet, dans la durée. » Pour les chômeurs et le personnel sous-utilisé pendant la crise, il faut, insistent les chercheurs, leur permettre de recommencer à travailler en leur donnant l'occasion de se sentir utiles. Pour celles et ceux qui ont eu une surcharge de travail, il faudra veiller à alléger leur tâche, à leur octroyer des jours de congé supplémentaires.

A moyen terme, les experts plaident pour des changements. « Apprendre de la crise, reconnaître et valoriser les innovations développées durant la crise, peut favoriser la résilience organisationnelle sur le long terme. On considère généralement que celle-ci repose sur quatre piliers : le respect entre les gens, la clarté du cadre de travail, le fait d'offrir aux travailleurs la possibilité de remettre en cause les normes, et la valorisation de la créativité. » Cela suppose, par exemple de repenser le style de management et la culture d'entreprise, pour permettre une gestion en partie à distance, de modifier la manière de travailler, de mieux gérer le risque, de tenir compte des besoins spécifiques de chacun en fonction de ce qu'il a vécu.

Cela ne suffira pas pour éviter à certains le burn-out ou la dépression. « Je suis inquiet », reconnaît François Lambotte. « Nous sommes dans une configuration similaire à celle d'une entreprise en restructuration, cela génère du stress et de l'incertitude, donc un malaise psychosocial. La situation n'était déjà pas joyeuse avant... »